



CLIO. Histoire, femmes et sociétés

9 (1999)

Femmes du Maghreb

Kristina SCHULZ

« Filles de la révolution » en Allemagne : de 1968 au mouvement des femmes

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Kristina SCHULZ, « « Filles de la révolution » en Allemagne : de 1968 au mouvement des femmes », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 9 | 1999, mis en ligne le 22 mai 2006, consulté le 11 février 2012. URL : <http://clio.revues.org/1531> ; DOI : 10.4000/clio.1531

Éditeur : Presses universitaires du Mirail

<http://clio.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://clio.revues.org/1531>

Document généré automatiquement le 11 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Kristina SCHULZ

« Filles de la révolution » en Allemagne : de 1968 au mouvement des femmes

- 1 L'heure est à la commémoration du mouvement de 1968, en Allemagne comme ailleurs. On considère que 1968 est à l'origine des nouveaux mouvements sociaux des années 1970 et 1980, dont le mouvement des femmes. Premier d'une série de mouvements sociaux, le « nouveau mouvement des femmes »¹ émerge en Allemagne en 1971 au cours du processus de mobilisation contre la loi sur l'avortement (article 218 du code pénal). L'engagement des femmes est moins visible dans les mouvements protestataires de la fin des années soixante. Pourtant, des femmes assistent au mouvement et elles y font – collectivement et individuellement – leur entrée en scène.
- 2 À partir de ce constat, je voudrais avancer deux propositions. Premièrement, faisant partie du mouvement de 68, les femmes sont influencées par des idées qui ont été formulées par une avant-garde intellectuelle, la *Neue Linke* (« Nouvelle Gauche »²). Dans leurs actions, leurs manières de vivre et leurs projets, les femmes s'approprient de façon spécifique les formes d'actions propres au mouvement anti-autoritaire³.
- 3 1968 n'est pas la date de naissance du nouveau mouvement des femmes. L'activité sociale des femmes dans le mouvement de 68 renvoie à la formation du mouvement des femmes trois ans plus tard, telle est ma deuxième proposition. J'analyse ici quelques interventions faites par des militantes, d'abord dans le contexte des événements de 68, ensuite dans le processus de formation du mouvement des femmes. J'utilise comme cadre de référence analytique la notion de « provocation » proposée par Rainer Paris : « Une provocation est une rupture de norme intentionnelle et soudaine, qui vise à engendrer un conflit ouvert et à faire réagir l'autre. Cette réaction cherche à démasquer et ainsi à discréditer l'instance opposée devant un public jugeant sur la légitimité ou non-légitimité des parties en conflit »⁴. Ainsi conçue, une provocation est caractérisée par cinq éléments : premièrement la rupture explicite des normes, qui soit – deuxième point – surprenante pour l'adversaire, qui vise, troisièmement, à déclencher publiquement un conflit et dont l'effet dépend, quatrième élément, de la réaction de l'adversaire. Le dernier élément est la fonction démasquante : l'adversaire se dévoile comme le vrai coupable.
- 4 Les revendications des femmes sont exprimées soit individuellement soit au sein de groupes exclusivement féminins. Deux formes de l'engagement des femmes sont au centre de cette analyse : d'un côté avec l'étude d'un groupe de Berlin, l'*Aktionsrat zur Befreiung der Frauen* (comité d'action pour la libération des femmes), les activités des groupes de femmes appartenant au milieu étudiant ; de l'autre un événement qui fait scandale au-delà des frontières allemandes, centré sur l'intervention d'une femme dans le vie publique : la gifle donnée par Beate Klarsfeld sur la joue du chancelier allemand Kurt Georg Kiesinger le 7 novembre 1968. Dans un deuxième temps il s'agira de montrer en quoi les formes d'actions employées par les militantes féministes à partir de 1971 sont influencées par cet « héritage soixante-huitard ».

Contestation dans la contestation

- 5 Lieu du « crime » : la salle des fêtes de l'université de Francfort-sur-le Main. Date : le 13 septembre 1968 lors de la conférence annuelle des représentants du *Sozialistischer Deutscher Studentenbund* (SDS) (Union socialiste allemande des étudiants)⁵. Le SDS, qui servait jusqu'alors de vecteur d'une idéologie anti-autoritaire basée sur les théories établies par l'avant-garde intellectuelle de la *Neue Linke*, lutte contre les symptômes de sa propre décomposition. Le débat mené à la XXXIII^e conférence nationale des représentants de l'organisation est agité. Il montre les divergences profondes sur les questions d'organisation et de stratégie, et donc son incapacité à coordonner et à contrôler le mouvement contestataire. Dans cette situation de crise, il paraît difficile de maintenir une structure qui se veut

anti-hiérarchique, anti-bureaucratique et anti-autoritaire⁶. Ainsi la deuxième journée de la conférence se déroule dans un climat délicat. « Camarades ! » : par les haut-parleurs, une voix s'adresse aux délégués dont la plupart sont des hommes. Étonnés, ceux-ci lèvent la tête. Helke Sander, jeune professionnelle du cinéma, fait un discours devenu par la suite célèbre⁷. Les délégués s'étonnent : qui est cette inconnue qui se présente comme la représentante d'un *Aktionsrat zur Befreiung der Frauen* ?

- 6 L'intervention de Sander est plus que l'expression d'une « lamentation concernant la discrimination des membres féminins »⁸ du SDS. « À l'intérieur de son organisation, le SDS [est] le reflet des conditions de la société entière »⁹, tel est le diagnostic de la conférencière. Puis elle précise que l'Union des étudiants manque à ses promesses, procède certes à des réflexions théoriques sur les nouvelles formes de relations entre les hommes, mais ne les réalisera jamais, et qu'elle a des structures de concurrence et de lutte. Sander reproche à ses camarades de reproduire ainsi la séparation bourgeoise entre vie publique et vie privée et d'éviter une discussion sur l'exploitation des femmes. De cette manière, les hommes peuvent garder « l'identité masculine garantie par le patriarcat »¹⁰. L'oratrice ajoute quelques réflexions sur la position des femmes dans le SDS et dans la société entière ; limitée dans le choix des rôles, les femmes n'ont que deux possibilités, soit un engagement public et une carrière professionnelle, condition de rester sans enfants, soit une vie familiale souvent isolée, à l'écart. Le dernier reproche concerne la séparation entre le désir et le travail : « Pourquoi n'avouez-vous pas enfin que les activités de l'année dernière vous ont fatigués, que vous ne savez plus comment supporter l'exigence permanente de se dépenser physiquement et mentalement trop et sans compensation émotionnelle [...]. Pourquoi parlez-vous ici de la lutte des classes et à la maison des difficultés d'orgasme ? »¹¹. Tirant les conséquences de ces critiques, la jeune femme présente une stratégie pour le mouvement anti-autoritaire. Devant le bruit et l'agitation, elle n'essaye plus de cacher sa colère : « Camarades, si vous n'êtes pas d'accord, nous devons constater que le SDS n'est rien d'autre qu'une pâte à pain, gonflée et contre-révolutionnaire ! [...] Dans ce cas, la partie féminine des camarades sait quoi faire »¹². Sigrid Damm-Rüger se souvient plus tard : « Comme prévu, l'intervention de Helke terminée, les camarades n'étaient pas prêts à discuter » – deux ou trois levaient la main et proposaient de reporter le sujet car « ils n'étaient pas préparés à la discussion. [...] Enfin le président du SDS, Hans Jürgen Krahl, se mit debout et je me dis : maintenant ou jamais ! »¹³. Elle se leva soudainement et « en criant “contre-révolutionnaire... agent de l'ennemi de classe”, elle jeta six tomates dans la direction de Krahl qui est touché à la clavicule »¹⁴. Elle avait acheté les légumes avant la séance de l'après-midi, « si je n'en ai pas besoin », avait-elle pensé, « je le mange. Au moins ce sera quelque chose de frais dans cette salle surchauffée ! »¹⁵.
- 7 Quel est cet *Aktionsrat* qui, à la conférence annuelle du SDS, ose envoyer une représentante attaquer les délégués ? Comment expliquer son existence et son intervention en tenant compte de la situation du mouvement anti-autoritaire ? Il s'agit de connaître son histoire, ses buts, ses formes d'intervention et ses propositions stratégiques.

1. Essai d'une histoire

- 8 « À toutes les femmes », voilà le titre d'un tract signé par Helke Sander et d'autres, appelant à une assemblée générale de femmes le 26 janvier 1968 à l'université libre de Berlin : « Nous parlons tous les jours de la lutte anti-autoritaire, de la politisation, de l'activité indépendante (*Selbsttätigkeit*). Pour beaucoup d'entre nous cette revendication reste une phrase vide tant que nous n'avons pas la possibilité matérielle de réaliser ce que nous avons reconnu comme essentiel. Ce sont surtout les femmes qui restent à la maison avec leurs enfants et qui peuvent – tout au plus – aller de temps en temps aux manifestations ; les hommes, par contre, sont des militants à plein temps. [...] Nous voulons abolir cet isolement en essayant d'abord de créer les possibilités pour une éducation anti-autoritaire. Des projets existent déjà »¹⁶.
- 9 Quels projets ? Selon Helke Sander on discutait depuis 1967 dans des cercles étroits sur les problèmes des femmes avec enfants. Cherchant une garderie pour son fils, Sander s'était rendu compte de la situation catastrophique dans les jardins d'enfants à Berlin. Déjà il n'y avait

pas assez de places pour tous les enfants de trois ans¹⁷. Mais plus grave était aux yeux de la jeune mère l'état des institutions existantes¹⁸ et les principes autoritaires d'éducation. Ayant entendu parler des *Summerhill-schools*¹⁹ pendant son séjour en Angleterre, la jeune femme prend l'initiative d'organiser avec d'autres plusieurs assemblées générales, réunissant 200 femmes dans un amphithéâtre de l'Université libre. Depuis, l'*Aktionsrat* tient une assemblée générale tous les mercredis soirs au Club Républicain. Lors du grand congrès contre la guerre du Vietnam en février 1968 à Berlin, le groupe des femmes prépare une crèche indépendante. Ce sont des parents qui gardent à tour de rôle leurs enfants pendant que les autres participent au congrès.

2. Motivations et buts

- 10 Issue du milieu étudiant berlinois, à l'initiative des femmes proches du SDS, l'*Aktionsrat zur Befreiung der Frauen* est influencée par les idées de la *Neue Linke*, c'est-à-dire d'un ensemble de propositions théoriques faites par des intellectuels dissidents depuis le début des années 60 mettant en cause les principes fondamentaux de l'idéologie socialiste propagée par les partis de gauche traditionnels. Le courant vient d'une part d'une nouvelle lecture des œuvres marxistes classiques et accentue la notion d'« aliénation » (*Entfremdung*) du jeune Marx, d'autre part de l'appropriation des textes récents. La *Neue Linke* allemande était surtout inspirée par les théories de l'École de Francfort développées dans les années 30 et 40 (voir la notion du « caractère anti-autoritaire » introduit par Th. W. Adorno ainsi que la pensée d'Herbert Marcuse).
- 11 Envisageant des conditions de vie qui permettent « d'abolir les relations de concurrence entre hommes et femmes »²⁰, l'*Aktionsrat zur Befreiung der Frauen* fait directement et explicitement le lien entre les structures autoritaires et le rapport entre les sexes. Ainsi il donne à cette notion une nouvelle dimension qui concerne aussi les relations de force entre parents et enfants. Comment peut-on situer l'*Aktionsrat* dans le mouvement anti-autoritaire ? Dans une lettre de présentation qui date du 16 octobre 1968, l'*Aktionsrat* s'inscrit dans « le camp anti-autoritaire de l'opposition extra-parlementaire »²¹. Les femmes de l'*Aktionsrat* reprennent la critique exprimée par des dissidents intellectuels de gauche, rassemblés en partie autour de la revue *Das Argument* à Berlin²². Tout en reconnaissant certains éléments progressifs, les auteurs constatent en effet l'incapacité des mouvements bourgeois à faire la révolution et la portée relativement limitée des revendications qui – malgré tout – conservent les principes de la société bourgeoise. Les auteurs de la lettre de présentation de l'*Aktionsrat* réclament l'abolition des relations de concurrence entre hommes et femmes par une révolution socio-économique. Or, en même temps, elles constatent : « [Nous considérons] la révolution socialiste comme élément de base d'une abolition de la discrimination des femmes, mais cela ne signifie pas qu'il nous faut attendre jusqu'à son achèvement »²³. De cette manière les femmes comprennent leur engagement d'une part comme la réalisation anticipée des conditions à venir. Leur réunion s'appuie implicitement sur la notion de révolution de la *Neue Linke* mettant l'accent sur l'importance de l'action même des hommes comme un élément nécessaire à la prise de conscience des agents historiques. Plus qu'à l'éducation mentale exécutée par un parti organisé, la *Neue Linke* accorde un pouvoir de conviction à l'expérience personnelle et aux expérimentations de nouvelles formes d'organisation de la société et des pratiques quotidiennes. D'autre part, les femmes qualifient leur retraite de séparation temporaire. Cet « isolement volontaire »²⁴ n'est pas le but de l'*Aktionsrat*, mais reste cependant, selon les auteurs, la condition de base provisoire pour que les femmes puissent apprendre à définir leurs propres besoins. Se référant au droit à l'expression libre de tout groupe opprimé de la société, les femmes déclarent : « Ce n'est qu'au moment où un groupe prend conscience de ses problèmes et s'engage de toute sa force pour ses propres revendications, que d'autres groupes nécessaires à la révolution peuvent être mis en marche »²⁵. La déclaration de l'*Aktionsrat* permet de supposer l'influence des intellectuels de la *Neue Linke*/*New Left*/*Nouvelle Gauche*. Il s'agit de l'idée articulée pour la première fois par un Américain, C. W. Mills, dans la célèbre

« Letter to the New Left »²⁶, qui consiste à dire que la révolution ne pourra plus être l'œuvre du prolétariat mais de groupes marginaux qui sont exclus des procédures de la démocratie²⁷.

3. Les formes d'intervention

- 12 L'intervention des femmes à la conférence du SDS montre dans quelle mesure les femmes ont incorporé la conception d'action proposée par la *Neue Linke*, une conception qui implique des éléments d'une pensée situationniste telle qu'elle est introduite dans les milieux étudiants à Berlin par Rudi Dutschke et Bernd Rabehl. Ces deux jeunes hommes appartiennent à une association d'intellectuels et d'artistes, la *Subversive Aktion*, qui est issue de l'ancienne section allemande de l'Internationale situationniste dont l'épicentre est Paris²⁸. Se référant à la pensée marcusienne et prévoyant ainsi de rompre avec toute forme de répression afin de connaître les mécanismes répressifs de la société actuelle²⁹, les défenseurs d'une nouvelle stratégie d'action utilisent des actions provocatrices et symboliques doublées de comique et d'ironie.
- 13 Un jet de tomates, suivie par l'» injure » de « contre-révolutionnaire » en direction d'un militant du SDS est une provocation. La forme d'intervention fait penser à la projection d'œufs sur un mur de l'*Amerika-Haus* (« Maison de l'Amérique ») à Berlin deux ans plus tôt. Le principe d'une « instruction par l'action » est aussi à la base des interventions des groupes de femmes dans d'autres villes de l'Allemagne. On peut relever un certain nombre d'actions de ce genre comme par exemple l'incident provoqué au tribunal de première instance de Hambourg par un groupe de six étudiantes qui dénudant soudainement leurs seins grimpent sur la table et entonnent des chansons révolutionnaires³⁰. Dans les formes et les buts de l'action collective se manifeste directement l'idéologie anti-autoritaire du mouvement de 68. En revanche, en ce qui concerne la stratégie, nous remarquons des différences.

4. La stratégie

- 14 L'intervention de deux femmes à la conférence du SDS vise à déclencher un débat sur la manière dont le mouvement anti-autoritaire pourrait rompre avec toute structure marquée par des relations d'autorité. L'idée des contre-institutions aux jardins d'enfants et écoles maternelles étatiques et ecclésiastiques se nourrit des éléments de la conception de transformation du mouvement. Or, envisageant explicitement un changement dans les rapports entre les hommes et les femmes, le projet avait un autre point de départ.
- 15 « Vous dites que nous devons [...] organiser les apprentis, nous disons qu'il faut changer la société de manière que les bébés ne dominent plus la vie entière des mères »³¹. Mettant ainsi au centre les expériences des mères, l'*Aktionsrat* propage un programme qui vise à politiser d'abord les femmes. Sa tâche : développer des modèles alternatifs aux institutions existantes, développer des méthodes d'une éducation collective qui ne soit pas seulement en faveur de ceux qui sont déjà privilégiés. Concrètement on pense à mobiliser deux groupes professionnels : les ouvrières et les jardinières d'enfants. Ces femmes devraient s'organiser « en tant que femmes »³², car leurs revendications visent les mêmes problèmes spécifiques des femmes : l'isolement et la surcharge de travail. Une fois – telle est l'idée – qu'elles auraient compris que les structures de la société entière sont responsables de leurs difficultés, il serait facile de mobiliser ces femmes dans une lutte qui concerne en même temps conflits de classe et conflits de sexe. En résumé, on peut soulever trois aspects des activités de l'*Aktionsrat* :
- 16 – La révolution de la vie de tous les jours. Partant de l'idée que la situation des femmes et des enfants est la résultante des structures répressives de la société, l'*Aktionsrat* qualifie le privé de politique et met ainsi en question la classification binaire entre le privé et le public. Dénonçant les rapports de forces dans les relations familiales, il réclame de nouvelles formes de vie.
- 17 – La révolution des relations entre hommes et femmes. Ces nouvelles formes concernent en grande partie la distribution des rôles et des tâches entre les sexes. Les femmes revendiquent une identité de groupe, dont l'expression est l'organisation non-mixte des femmes. Reconnaisant leurs besoins spécifiques, elles rejettent une classification des femmes à partir de la position du mari. Nous assistons au débat mené parfois jusqu'à présent sur la question : doit-on soutenir la priorité de la lutte des femmes ou de la lutte des classes ?

- 18 – La révolution de l'éducation. Selon l'hypothèse que seul l'arrêt de la reproduction des caractères autoritaires peut mener à bien la transformation de la société, l'*Aktionsrat* se concentre sur le développement des méthodes d'une éducation révolutionnaire. La conception d'une éducation anti-autoritaire connaît une véritable diffusion au début des années 1970 en Allemagne. Elle est inspirée des études théoriques concernant « L'autorité et la famille » et « le caractère autoritaire » menées par des membres de l'École de Francfort et par la pensée psychanalytique. Ainsi elle s'appuie sur les précurseurs intellectuels du nouveau mouvement de gauche.

Une gifle pour le chancelier

- 19 Lieu du « crime » : le centre des congrès de Berlin. Les délégués de l'union chrétienne démocrate (CDU) siègent. Date : jeudi 7 novembre 1968, vers 10h50. Une jeune femme descend de la tribune de presse et se fraye un chemin à travers les journalistes rassemblés pour écouter le discours final prononcé par le chancelier, également président national du parti : Kurt Georg Kiesinger. Celui-ci se prépare à prendre la parole. Les journalistes sont censés rester jusqu'à la conférence de presse qui aura lieu après l'intervention. Ils seront bientôt témoins d'un événement scandaleux : « À 10h55 Beate Klarsfeld passe à l'action. Faisant semblant de demander un autographe à Kiesinger, elle s'approche du chancelier »³³ et « en criant "Nazi, nazi !", elle lui donne une gifle de sa main droite »³⁴. Les personnes présentes sont pétrifiées. et dans le silence qui suit, on entend l'écho des mots prononcés : « Nazi, nazi ! ». Des agents de sécurité interviennent, ils arrêtent l'auteur de « l'attentat ». Beate Klarsfeld est conduite au commissariat. Après le premier choc, le chancelier demande le conseil de deux experts : d'un côté celui du médecin qui constate une blessure négligeable à l'œil droit, de l'autre celui de ses conseillers juridiques qui recommandent de porter plainte. Ils sont convaincus que Kiesinger ne devra pas répondre de son passé. Le jour même « l'affaire Klarsfeld » est instruite par le tribunal de première instance. Qui est cette femme, quel est le mobile du « crime » ? Quelles sont les caractéristiques de l'action et comment peut-on parler d'un succès ? Dans quelle mesure l'intervention est-elle comparable à l'intervention des femmes lors de la conférence du SDS quelques semaines plus tôt ?

1. L'auteur du « crime » et ses mobiles

- 20 La « femme qui a frappé le chancelier [...] a un chien, un enfant et un mari. Ils sont tous d'un bon naturel et polis envers les étrangers. Elle a 29 ans et une figure fine. Ses mains sont gracieuses [...]. »³⁵. Beate Künzel, née le 13 février 1939 à Berlin³⁶, vit depuis 1960 à Paris. D'abord fille au-pair, elle commence à prendre conscience du passé nazi de l'Allemagne. Son meilleur instituteur : Serge Klarsfeld, qu'elle épouse en 1963. La même année, elle entre comme secrétaire à l'Office franco-allemand de la jeunesse. Deux ans plus tard, elle accouche de son premier enfant. La prise du pouvoir par la Grande coalition fut pour elle un événement révélateur : « Quand j'ai compris qu'un ancien nazi occupait un poste de haute responsabilité [...], je me suis révoltée pour des raisons de morale. Même si Kiesinger était aujourd'hui un des hommes les plus progressistes, je lutterais contre lui. Je ne peux pas accepter que quelqu'un qui a collaboré avec un régime fasciste soit représentant du peuple allemand. Cet homme était un des nazis les plus connus, un des plus méchants, un des plus responsables, un de ceux qui menaient une guerre psychologique. »³⁷
- 21 Le combat contre Kiesinger débute avec un article rédigé par Beate Klarsfeld et publié dans *Combat*. À la suite de cet article dénonçant le passé redoutable du chancelier allemand, elle perd son poste de secrétaire, la tentative de révision de la décision n'ayant pas abouti³⁸. Ces expériences personnelles ont-elles eu des conséquences sur la tactique Klarsfeld ? Évidemment. Épouse d'un homme dont le père Arno Klarsfeld fut assassiné à Auschwitz, elle est directement liée à une victime du national-socialisme. Sa situation est en fait ambiguë : d'un côté elle s'identifie au destin de son mari, de l'autre elle fait partie du peuple allemand, un peuple qui ne s'est pas révolté contre le régime d'Hitler. Ainsi sa prise de position ne permet pas de compromis. « Pour moi c'était une situation bizarre ! Mon beau-père avait été assassiné par des gens qui portaient le même uniforme que mon père »³⁹. Parler du passé n'est pas à

l'ordre du jour dans l'Allemagne de l'après-guerre : « Mon père n'était pas un nazi, mais mes parents n'ont rien appris du Troisième Reich. Ils ont toujours les mêmes préjugés qu'autrefois. Voyez mon éducation : on ne parle pas des atrocités commises par les nazis, on évite toute réflexion sur cette période. Dans ma famille on n'en discutait jamais »⁴⁰.

22 La trajectoire de Klarsfeld la conduit à interpréter son licenciement comme une volonté de la génération des politiciens d'après 1945 de masquer leur participation au régime nazi. Selon le journaliste du journal *Konkret*, un membre de la commission jugeant la requête de révision de Klarsfeld avait adhéré au parti national-socialiste le même jour que Kiesinger. Plus tard il devient président du tribunal administratif du Bade-Wurtemberg.

23 Ainsi motivée par des raisons politiques, la gifle n'était ni un acte de revanche personnelle, ni une explosion d'émotions : « J'ai frappé le chancelier Kiesinger pour démontrer devant le monde entier qu'une partie du peuple allemand et surtout sa jeunesse se révolte contre un nazi au gouvernement. »⁴¹

2. Avant l'attentat

24 La gifle est l'aboutissement d'une série d'actions par lesquelles « la chasseuse de nazis » a essayé de rendre publique « la vérité sur Kurt Georg Kiesinger ». Elle est précédée par d'autres initiatives. En collaboration avec le *Jüdischer Arbeitskreis Berlin*, Beate Klarsfeld rédige d'abord une brochure dénonçant en détail les activités de Kiesinger au ministère de la propagande de Goebbels. Cette brochure est distribuée autant que faire se peut, mais cette action impressionne peu le gouvernement allemand. Enfin, le 9 mai, lors d'une assemblée d'étudiants à Berlin, Beate Klarsfeld fait part de son projet d'attaquer le chancelier physiquement. « Maintenant, il s'agissait de tenir la promesse. Le congrès du parti dont Kiesinger était le président m'a semblé être une bonne occasion. »⁴²

3. Une action anti-autoritaire

25 Le congrès de l'union chrétienne démocrate se déroule dans une atmosphère tendue. Quelques jours plus tôt les Berlinoises avaient été témoins de batailles de rue accompagnées d'actes de violences commis par les manifestants et par la police⁴³. Face à ces éruptions de violence, quelles sont les caractéristiques de l'intervention de Klarsfeld ?

26 Premièrement, il s'agit d'une action symbolique. L'« attentat » ne vise ni à régler un compte personnel ni à blesser le chancelier. Certes il s'agit de démasquer le passé de Kiesinger, mais celui-ci était d'abord perçu en tant que représentant de toute une génération de politiciens qui avaient sans hésiter effectué le passage d'un régime totalitaire à un système démocratique en faisant oublier leur engagement d'autrefois. Interrogée sur la raison pour laquelle elle avait pris pour cible le chancelier, Beate Klarsfeld répond : « Si l'on veut faire disparaître les nazis de la sphère publique, il faut commencer par le personnage le plus important de l'État. »⁴⁴

27 Deuxièmement, il s'agit d'une action exemplaire. Aux yeux des contestataires, Kiesinger était un précédent, car « jusqu'à la nomination, de Kiesinger on sentait dans les conversations avec des Allemands de temps en temps une mauvaise conscience en ce qui concerne la période nazie. Après, tout changea. Aucun des petits nazis n'eut plus honte, car un des plus grands nazis était devenu chancelier. Sa nomination fut perçue comme une réhabilitation. »⁴⁵ La réponse de Klarsfeld à cette nomination exemplaire consistait à provoquer d'abord la démission du chancelier, puis à encourager d'autres actes de dénonciation. « Je pense que mon action va promouvoir le comportement anti-autoritaire de la jeunesse allemande. Si on lit aujourd'hui que Kiesinger a encaissé des gifles, le mot "chancelier" ne sera plus sacré. »⁴⁶ L'exemplarité de l'intervention de Klarsfeld a encore une autre dimension : « Le fait qu'une femme soit entrée sur la scène politique est un pas de plus vers l'émancipation de la femme allemande. »⁴⁷

28 Troisièmement l'intervention était une « provocation ». La rupture soudaine avec les conventions sociales était évidente. L'action vise explicitement à faire scandale et à faire la une des grands journaux. En plus elle pose la question de culpabilité d'une manière neuve. La rupture de normes a lieu à des niveaux différents : comme le montre la prise de position d'une lectrice du *Spiegel* dans le courrier des lecteurs, du point de vue des contemporains, donner des gifles est une action attribuée au père face à son fils désobéissant. Ainsi il s'agit d'un geste

d'autorité manifestant des relations de pouvoir. Le renversement de cette relation hiérarchique s'exprimant par le fait qu'une étrangère, dont la présence dans la salle n'était même pas autorisée, provoque nécessairement la réaction de l'adversaire. La gifle peut également être considérée comme un attribut typiquement masculin. Ainsi l'intervention de Klarsfeld ne met pas seulement en question la hiérarchie de l'ordre social, mais aussi celle exercée par l'inégalité des sexes. Enfin on peut mettre l'accent sur un troisième élément de rupture : un moyen de sanction normalement utilisé dans la sphère familiale est ici transféré au domaine politique, voire public.

4. Le succès relatif de l'action

- 29 Par rapport à la définition donnée ci-dessus, peut-on parler d'un succès ? Vu le jugement du tribunal correspondant aux douze mois de prison demandés par le plaignant, la « provocation » paraît une réussite : le juge a beau dire que la mesure de la peine n'a rien à faire avec la position sociale du plaignant, la peine maximum d'un an de réclusion pour une action symbolique démasque d'autant mieux l'injustice du système. Effectivement le journal *Der Spiegel* commente : « Une répression cruelle »⁴⁸. Pourtant, la réaction de la justice est de caractère ambigu. D'un côté la condamnation immédiate nourrit l'impression d'une sorte de despotisme étatique ; de l'autre elle empêche que le « cas Klarsfeld » puisse prendre de l'ampleur et devenir « l'affaire Kiesinger ». Le juge du tribunal renonce à une déposition de Kiesinger face aux reproches faits par Klarsfeld⁴⁹. L'affaire polarise toutefois l'opinion publique. Des intellectuels interviennent : l'écrivain Heinrich Böll envoie des fleurs à Paris, il écrit également l'avant-propos à la documentation rédigée par Klarsfeld et publiée en 1969. Le poète Erich Fried consacre un poème, *Politische Ästhetik* (esthétique politique), à Klarsfeld, exprimant sa solidarité avec la jeune femme et avec le mouvement contestataire tout entier.
- 30 Cependant, Klarsfeld n'a pas que des amis. L'opinion publique est divisée. Ainsi peut-on relever des critiques qui comparent la gifle aux violentes manifestations qu'on a pu observer quelques jours plus tôt. Or, malgré la coïncidence évidente, il s'agit de deux actions totalement différentes. Tandis que les manifestations dégénèrent en batailles de rues incontrôlables dans lesquelles les manifestants ne font plus la différence entre moyens symboliques et actions violentes, la jeune femme agit d'une manière réfléchie, son action étant préparée depuis plusieurs semaines. Un sujet paraît alors à l'ordre du jour qui certes a été traité par le mouvement extra-parlementaire mais qui prend une plus grande ampleur grâce à l'intervention spectaculaire de Klarsfeld.
- 31 Jusqu'à présent deux formes d'engagement de « soixante-huitardes » étaient au centre de l'étude ; ces formes ont des caractéristiques communes. Elles radicalisent les revendications du mouvement de 68 au moyen d'une provocation mettant en cause des autorités et des structures autoritaires. Dans le premier cas, ce sont les relations entre les sexes et entre parents et enfants, dans le deuxième c'est la légitimité du chancelier est mise en doute. Enfin les deux interventions sont des actes de solidarité avec le mouvement contestataire de 68. Mais on remarque aussi des différences. Premier constat : le cas de Klarsfeld est beaucoup plus répercuté par les médias que le lancer de tomates ; dans cette perspective, l'exemplarité de l'action de l'*Aktionsrat* est limitée. Deuxième constat : l'action de Klarsfeld a été préparée et même annoncée, tandis que la situation à la conférence du SDS éclate, après un acte imprévu, et dépend ainsi de facteurs conjoncturels. Troisième constat : il y a une grande différence entre une action individuelle et une intervention faite au nom d'un collectif.
- 32 Deux ans après ces événements, un autre scandale provoqué par des femmes éclate. Cette fois-ci, il s'agit d'une action à la fois réfléchie, coordonnée et collective, et la réaction de l'opinion publique est remarquable.

« Nous avons avorté »

- 33 Date et heure : 6 juin 1971, à l'aube. Lieu : des kiosques de journaux, des vendeurs de magazines dans le métro, des libraires de gare dans toutes les villes d'Allemagne. Les gens qui passent s'arrêtent, regardent, sont surpris, choqués ou encore dégoûtés. De quoi s'agit-il ? La couverture d'un grand journal, le *Stern*, fait l'effet d'une bombe. Elle montre les

visages d'une vingtaine de femmes qui avouent ouvertement : » Nous avons avorté »⁵⁰. À l'intérieur du journal on trouve 374 signatures de femmes qui disent avoir commis le même « crime », un crime qui peut être condamné de une à cinq années de réclusion. Cet événement marque la naissance du mouvement allemand des femmes. La contestation contre l'article 218 réunit plusieurs groupes de femmes. En 1971/72, au cours de la lutte pour la libéralisation de l'avortement, se forme un mouvement social, acteur collectif avec une identité collective. Les femmes ont recours aux formes d'action qui ont déjà été expérimentées par le mouvement de 68. De plus, le succès du nouveau mouvement des femmes s'explique par l'existence de groupes et de réseaux de communication qui se sont développés trois ans auparavant.

1. La provocation

34 La déclaration de ces femmes s'inscrit dans la tradition d'actions provocatrices des années 1968 : d'abord il s'agit d'une rupture de normes évidente qui vise à renverser la perception de la culpabilité. Étant à la fois une violation de la législation et une provocation morale, le défi est double : une provocation des instances publiques – au premier rang l'Église – qui qualifie l'avortement d'« infanticide » ; d'un système de classification distinguant le « privé » du « public » et rendant tabou le domaine du privé et surtout celui de la sexualité. Le destinataire de l'action est clairement désigné : réclamant l'abolition de l'article 218 du code pénal, une véritable éducation sexuelle et la libre circulation des contraceptifs, les femmes s'adressent au législateur. Tout en violant les lois, elles déclarent coupable la législation. Selon la proposition de Rainer Paris, « plus une action est incalculable, plus elle provoque ». Utilisant la presse de masse comme moyen de transmission de la contestation, l'entrée en scène des femmes est une vraie surprise publique. Le premier manifeste paru, le caractère de surprise des listes suivantes, publiées pendant les mois de mai et de juin, ne s'atténue pas. L'action est explicitement orientée vers une confrontation. Les signataires connaissent leur position par rapport à l'instance provoquée, car il ne lui reste que deux possibilités de réagir : l'ignorance ou la répression. Dans les deux cas l'État perd de sa légitimité ; s'il reste inactif, il fait preuve d'un déséquilibre entre la législation et la pratique juridique ; s'il commence une enquête contre des milliers de personnes, il risque d'être qualifié de système répressif à tendance totalitaire – une image peu attractive pour un gouvernement de gauche qui vient d'arriver au pouvoir avec le slogan « Risquer davantage de démocratie ! ». Les éléments structurels de l'action permettent de supposer une forte influence des formes d'action du mouvement de 68.

2. « Un réseau des réseaux »

35 La supposition d'une relation entre les deux mouvements est renforcée par un autre aspect. La lutte contre l'article 218 prend surtout de l'ampleur dans les villes qui étaient déjà au centre d'un engagement féminin en 1968 (Berlin, Munich, Francfort). On a souvent insisté sur le fait que les groupes de femmes issus du mouvement de 68 ont hésité avant de s'engager dans la « campagne 218 ». Or, constatant que la mobilisation contre la législation concernant l'avortement y est la plus forte, on peut émettre l'hypothèse que les réseaux de groupes de femmes et de crèches anti-autoritaires établis en 68 ont eu un effet positif pour la formation du mouvement⁵¹.

36 En résumé, on peut dire qu'un mouvement social n'est pas sans histoire, il ne « naît » pas à un moment précis ; les mouvements sociaux ont un avant et un après et s'inscrivent dans des traditions contestataires. La relation entre le mouvement des femmes et le mouvement de 68 est caractérisée par deux éléments : premièrement, le mouvement des femmes est l'héritier du mouvement de 68 en ce qui concerne les formes d'action ; les actions provocatrices et symboliques ont recours aux conceptions de la *Neue Linke*. Deuxièmement : le succès de la mobilisation de la lutte contre la législation sur l'avortement s'explique en partie par l'existence préalable de réseaux, le lien étant établi grâce au mouvement des femmes naissant.

Bibliographie

GILCHER-HOLTEY, Ingrid

1995 *Die Phantasie an die Macht. Mai 68 in Frankreich*, Francfort, Suhrkamp, 494 p.

HERVÉ, Florence et NÖDINGER, Christine

1996 *Lexikon der Rebellinnen*, Dortmund.

MARCUSE, Herbert

1967 *Der eindimensionale Mensch. Studien zur Ideologie der fortgeschrittenen Industriegesellschaften*, Darmstadt/Neuwied, Hermann Luchterhand Verlag.

PARIS, Rainer

1989 « Der kurze Atem der Provokation », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, Cologne, p. 33-52.

SANDER, Helke

1988 « Rede des "Aktionsrates zur Befreiung der Frauen", gehalten am 13.9.68 bei der 23. DK des SDS », dans Ann Anders (ed.), *Autonome Frauen Schlüsseltexte der neuen Frauenbewegung*, Francfort, Athenäum, p. 9-47.

Notes

1 La notion « nouveau mouvement des femmes » est une formulation postérieure à l'émergence de ce mouvement. L'adjectif « nouveau » sert à distinguer ce mouvement des années 1970 du mouvement des femmes de la fin du XIX^e siècle qui a lutté pour le droit de vote des femmes en Allemagne. Les premières militantes féministes après 1968 n'avaient pas de connaissance de leurs « ancêtres », de sorte qu'elles n'ont pas formulé explicitement leur « nouveauté ».

2 Il s'agit d'une expression dont la traduction n'est pas évidente. En effet, la notion française de « nouvelle gauche » est liée à un courant politique dont est issu le PSU. Ici, *Neue Linke* est plutôt un mouvement intellectuel qui précède le mouvement de 68. Il s'agit d'un courant international englobant la *New Left* américaine et britannique ainsi que l'équivalent français qu'on peut, selon la proposition de Ingrid Gilcher-Holtey, appeler « la nouvelle gauche intellectuelle ». Gilcher-Holtey 1995, p. 44-104.

3 La notion « mouvement anti-autoritaire » désigne une partie du mouvement de 68 en Allemagne qui était fortement influencée par l'idéologie anti-autoritaire, et qui, étant d'abord limité au mouvement étudiant à Berlin, prend rapidement de l'ampleur après le 2 juin 1967 (mort de l'étudiant Benno Ohnesorg, tué par la balle d'un policier lors d'une manifestation à Berlin).

4 Paris 1989, p. 33.

5 Le SDS était un des groupes du mouvement contestataire allemand. Bien que fondé en tant qu'organisation étudiante du parti social-démocrate en 1959, le SDS prend ses distances vis-à-vis de la politique du parti et devient indépendant au début des années 1960.

6 Voir la discussion dans *Neue Kritik* 9 (1968).

7 Sander 1988, p. 9-47.

8 *Der Spiegel* 39 (1968), p. 77.

9 Sander 1988, p. 39.

10 Sander 1988, p. 40.

11 Sander 1988, p. 43-44.

12 Sander 1988, p. 47.

13 « Von der Panthertante zur Quotilde, 20 Jahre Frauenbewegung », *Die Tageszeitung*, 13.9.1988.

14 *Der Spiegel* 39 (1968), p. 77.

15 Taz 13.9.1988.

16 Tract, Archi-APO und soziale Bewegung, Berlin, classeur Tröger.

17 L'âge d'entrée habituel en Allemagne.

18 À l'époque, les jardins d'enfants en Allemagne appartenaient soit aux paroisses, soit à la ville.

19 Il s'agit d'une école créée au milieu des années 1920 par un pédagogue anglais, Alexander Sutherland Neill. Elle était fondée sur l'idée d'une éducation sans répression et selon le principe que tout enfant est capable d'une propre régulation des émotions et des besoins.

20 Sander 1988, p. 42.

- 21 « Selbstverständnispapier des Aktionrates zur Befreiung der Frauen », *Berliner Kinderläden, Antiautoritäre Erziehung und sozialistischer Kampf*, Köln, Kiepenheuer & Witsch, 1970, p. 62.
- 22 À côté de la revue *Neue Kritik*, éditée et imprimée à Francfort, *Das Argument* était la revue d'expression d'une nouvelle pensée de gauche. *Das Argument* paraissait régulièrement depuis 1960 sous la direction de Wolfgang F. Haug. En 1962 la revue consacrait trois numéros à la question de l'émancipation de la femme.
- 23 Selbstverständnispapier
- 24 Sander 1988, p. 44.
- 25 Selbstverständnispapier
- 26 Charles Wright Mills, « Letter to the New Left », *New Left Review* 5 (1960), p. 18-23.
- 27 Marcuse 1967.
- 28 Gilcher-Holtey 1995 : 73-81 et 94.
- 29 Herbert Marcuse, « Repressive Toleranz », Robert Paul Wolff/Barrington Moore/Herbert Marcuse, « Kritik der reinen Toleranz », Francfort, 1967, p. 91-129.
- 30 *Frankfurter Rundschau* du 13 décembre 1968.
- 31 D'un film sur les débuts d'une formation des femmes en 68, fait par Helke Sander en 1981, *Der subjective Faktor*. Tout en employant du matériau originel, il ne s'agit pas d'un film documentaire, de sorte que la phrase citée pourrait être fiction. Mais du fait que l'auteur du film est en même temps agent historique interprétant son propre rôle rend cette phrase au moins plausible.
- 32 Helke Sander, « Projekt Betriebskindergärten », *Rote Presse Korrespondenz* 27-28 (1969), p. 19-23 (22).
- 33 « Ganz hübsch », *Der Spiegel* 46 (11.11.1968), p. 30.
- 34 Ibid.
- 35 « Da hab'ich ihm eine geklebt ! », *Konkret* 16 (2.12.1968), p. 46.
- 36 Hervé/Nödinger 1996, p. 141.
- 37 « Die Ohrfeige war geplant », Entretiens avec Beate Klarsfeld, *Konkret* 16, p. 49.
- 38 Beate Klarsfeld, *Die Geschichte des PG 2633930 Kiesinger*. Documentation avec un avant-propos de Heinrich Böll, Darmstadt, Metzler, 1969, p. 75.
- 39 *Konkret* 16, p. 49.
- 40 Ibid.
- 41 *Der Spiegel* 46, p. 30.
- 42 *Konkret* 16, p. 48.
- 43 Il s'agit de la *Schlacht am Tegler Weg*, une des confrontations les plus virulentes entre les forces de l'ordre et les manifestants dans le mouvement de 68 en Allemagne.
- 44 *Konkret* 16, p. 49.
- 45 Ibid.
- 46 Ibid.
- 47 *Der Spiegel* 47 (1968), p. 34.
- 48 « Den Bundeskanzler misshandelt », *Der Spiegel* 48 (1968), p. 32.
- 49 Ce sera le même au procès de révision quelques mois plus tard.
- 50 Il s'agit du *Stern* n° 24 (6.6.1971).
- 51 Kristina Schulz, « Das Private ist politisch ! », *1968 und die Anfänge der neuen Frauenbewegung in der Bundesrepublik Deutschland*, mémoire de maîtrise, Université de Bielefeld, octobre 1996.

Pour citer cet article

Référence électronique

Kristina SCHULZ, « « Filles de la révolution » en Allemagne : de 1968 au mouvement des femmes », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 9 | 1999, mis en ligne le 22 mai 2006, consulté le 11 février 2012. URL : <http://clio.revues.org/1531> ; DOI : 10.4000/clio.1531

Droits d'auteur

Tous droits réservés
